



Réunion du groupe-pays Niger

Lundi 7 décembre 2020 de 11h00 à 12h30, Zoom

Compte-rendu

Introduction

- **Lucas Giboin**, chargé de mission Sahel, service animation géographique et thématique de Cités Unies France

L'objectif de la réunion est triple : faire un état des lieux de l'actualité récente et du contexte géopolitique au Niger, proposer des pistes pour poursuivre la coopération en zone de crise et donner la parole aux élus locaux pour leur permettre de faire un bilan des dernières actions de coopération.

1. Approche des élections municipales, présidentielles et législatives au Niger : état de lieux et enjeux

- **Alice Jürgens Rios**, assistante au service animation géographique et thématique de Cités Unies France

Situation politique

Le Niger s'apprête à organiser des élections locales (municipales et régionales) le **13 décembre** et générales (présidentielle et législatives) le **27 décembre**. L'élection présidentielle doit mettre fin au second et dernier mandat du Président Issoufou Mahamadou et, en cas de second tour, celui-ci aura lieu le 21 février 2021. L'enjeu est important car les élections locales ont été reportées à plusieurs reprises depuis 2016, en raison de la saison des pluies ou de la nécessité d'élaborer un fichier électoral biométrique, selon les autorités.

La Cour constitutionnelle a publié la liste des 30 candidats validés pour la course à la présidence. Parmi eux se trouvent :

- Le favori, **Mohamed Bazoum** : le dauphin et ancien ministre du président sortant se présente au couleur du PNDS¹, le parti au pouvoir.

¹ Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme

- Deux anciens présidents, **Mahamane Ousmane** et **Salou Djibo**. Le premier est une ancienne figure politique du pays, il se présente une nouvelle fois après être arrivé quatrième au scrutin de 2016. Le second est un ancien dirigeant de la junte qui a renversé le président Tandja en 2010.
- Deux anciens ministres, **Seini Oumarou** (troisième en 2016) et **Albadé Abouba**.

La candidature du principal opposant à la présidentielle, **Hama Amadou** (Moden)², a été rejetée par la cour. Arrivé deuxième à la présidentielle de 2016, il avait été condamné à un an de prison dans une affaire de trafic international de bébés, qu'il qualifiait de politique, et pour laquelle il a finalement obtenu la grâce présidentielle

Une coalition pour l'alternance politique a également été créée sous le nom de Cap 21, elle compte 18 partis politiques, regroupant les quatre fronts principaux de l'opposition.

Situation socio-économique, sécuritaire et climatique

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres au monde et sa population ne cesse d'augmenter en raison de son taux de fécondité record, le plus élevé au monde (près de 7 enfants/femme). La situation économique déjà précaire a empiré face aux mesures visant à contenir le coronavirus. À cela s'ajoutent des défis sécuritaires et climatiques majeurs dans le pays : le Niger est confronté à des attaques djihadistes d'origines multiples ou au banditisme sur six de ses sept frontières et il se trouve au cœur du Sahel, où l'impact des changements climatiques est particulièrement dévastateur. Pour rappel, en août dernier, six humanitaires français d'ACTED et deux employés nigériens ont été tués dans une zone considérée comme sûre. La dernière attaque visant des Occidentaux avait eu lieu en 2011.

Le pays fait face à trois fronts principaux : la zone des trois frontières (Mali, Burkina Faso, Niger) à l'Est, où agit l'État Islamique ; à l'Ouest, occupé par les « héritiers » de Boko Haram et au Nord, avec la situation instable de la Libye.

En outre, en matière de climat, le pays qui souffre d'importantes sécheresses à l'origine de son insécurité alimentaire doit paradoxalement faire face, trois mois par an, à une saison des pluies de plus en plus destructrice. Les inondations au Niger de cette année ont fait 73 morts et plus de 600 000 sinistrés, souvent laissés sans abri ni accès à l'eau potable.

Concernant la pandémie de coronavirus, le pays est l'un des moins touchés dans le monde et en Afrique, alors qu'il cristallisait les inquiétudes dans la sous-région. (76 décès au total le 4/12/20) La stratégie de décentralisation notamment en matière de soins post et prénataux a porté ses fruits. Des équipes mobiles performantes ont été constituées dans tout le pays pour accompagner les femmes enceintes parfois directement à leur domicile.

Rôle des collectivités et de l'échelle locale

Face à ces défis, le gouvernement assure que les maires et les régions sont cruciales pour la réussite de la décentralisation. Le président de l'association des municipalités du Niger et maire de Tahoua, Abdou-Ougou Dodo, a pourtant rappelé qu'ils bénéficient encore de peu de marge de manœuvre politique, alors que la gouvernance locale échappe parfois au contrôle de l'État.

² Mouvement démocratique nigérien, principal parti d'opposition

- **Stéphane Valli**, maire de Bonneville, président du groupe-pays Niger de Cités Unies France

Remerciements à toutes les personnes présentes du côté nigérien et français, rassemblées pour relancer la dynamique du groupe-pays et la coopération décentralisée avec le Niger.

Le contexte de cette coopération entre collectivités est particulier en raison du climat sécuritaire décrit plus tôt et du renouvellement électoral en France (élections municipales singulières en 2020 ; élections départementales et régionales décalées courant 2021) et au Niger (élections locales et générales en décembre), qui peuvent être une opportunité de renforcer les liens entre élus.

Une étude est actuellement en cours pour faire état des différentes actions de coopération décentralisée franco-nigérienne, riche d'une trentaine de partenariats.

2. Sécurité : comment poursuivre la coopération en zone de crise ?

- **Bertrand Gallet**, président d'ACTED et ancien directeur général de Cités Unies France

M. Gallet est revenu sur l'attentat de Kouré, le 9 août dernier, qui a tué six humanitaires de l'ONG et deux nigériens, alors que ces derniers n'avaient pas pris de risque particulier. À la suite de cette attaque, le Quai d'Orsay a placé l'ensemble du Niger en zone rouge, à l'exception de Niamey, une décision délicate aux effets très dommageables pour le tourisme et l'exercice de la diplomatie du Niger. Cette décision a été vivement critiquée par la presse locale.

L'assassinat a eu lieu dans un contexte d'affrontement entre Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), très présent au Mali, et l'État Islamique, qui s'implante dans le Grand Sahara. Il s'agirait d'une surenchère de la part de l'EI pour montrer, entre autres choses, qu'ils ne négocient pas avec les autorités politiques au contraire du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

ACTED poursuit sa coopération et renforce ses mesures de sécurité, ayant environ 80 travailleurs sur place (nationaux pour la plupart). L'ONG aimerait créer des aides pour écoles et/ou dispensaires à Niamey en hommage aux victimes.

- **SEM. Ado ELHADJI ABOU**, Ambassadeur du Niger

La réunion est l'occasion de saluer et féliciter de vive voix les élus présents dans ce groupe-pays.

Concernant la présentation de la situation nigérienne en introduction, M. l'Ambassadeur :

- A évoqué le fichier électoral présenté en introduction pour souligner que l'opposition, malgré ses contestations, a vivement participé à son élaboration.
- A affirmé que des évolutions positives existent en matière de sécurité dans la zone ouest du pays et que la pacification connaît des succès, notamment à la suite du sommet de Pau et de l'opération Barkhane.
- A remercié l'aide apportée lors des inondations, une situation tout à fait inédite dans le pays, qui a demandé des efforts exceptionnels de la part de l'État.

- S'associe à ACTED et aux familles des victimes concernant le drame de Kouré.

➤ **Cynthia Ohayon**, Coordinatrice stabilisation, Centre de Crise et de Soutien

Le CDCS est une direction du MEAE qui a deux principales missions : **1.** faire le suivi et la veille sécuritaire de pays où sont impliqués des ressortissants français, et lorsque la situation l'impose, monter des cellules de crises pour leur venir en aide **2.** la coopération en situation de crise et en situation d'urgence, avec un relai humanitaire et un relai stabilisation.

Le Sahel est une zone prioritaire pour le CDCS. Il permet d'apporter une réponse plus complète aux populations (et pas seulement sécuritaire avec l'opération Barkhane), en soutenant de nombreux projets répondant à des besoins tels que l'accès à l'eau, l'agriculture, la justice, etc.

Le CDCS soutient les acteurs de la coopération décentralisée, comme au Mali ces dernières années et actuellement au Burkina Faso, car ils ont des partenariats anciens et solides et permettent de renforcer la présence de l'État à l'échelon local. Les collectivités territoriales peuvent aussi s'appuyer sur la DAECT et la FICOL (AFD) pour leur coopération avec les collectivités locales.

Enjeu : adaptation de la mise en œuvre des projets au contexte sécuritaire qui s'est dégradé dans la région ces dernières années. Le CDCS peut fournir des conseils en la matière.

Outil utile : l'ONG Inso s'est implantée au Niger et fournit des rapports d'analyse et de conseil réguliers et pertinents. Les réseaux locaux et les informations ont tout intérêt à circuler pour les collectivités territoriales. Lien : <https://www.ngosafety.org/>

➤ **Armelle Guyomarc'h**, Chargée de mission à la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT)

La DAECT soutient de nombreux partenariats de coopération décentralisée au Niger. Dans le secteur de la stabilisation, du renforcement de l'état de droit et de la lutte contre le terrorisme, le rôle des élus est essentiel. Il faut continuer à soutenir la coopération décentralisée qui permet des échanges fructueux entre pairs, avec des projets souvent de long terme.

Aussi, il est important de miser sur des actions concernant la formation continue et professionnelle des Nigériens, la mobilité étudiante et le renforcement de capacité.

Les outils de la DAECT au Niger :

1. L'appel à projet généraliste, cofinancement à hauteur de 70% d'un projet (disponible sur le site du ministère)
2. L'appel à projet « clés en main » qui permet la participation de collectivités territoriales françaises à des programmes préparés par des associations qui mutualisent les moyens.

➔ armelle.guyomarch@diplomatie.gouv.fr

3. Actualités et bilan des actions de coopération franco-nigériennes

- **Didier Guillaume**, Vice-président du Conseil départemental du Val-de-Marne

Question à l'ensemble du groupe-pays : La situation de zone rouge dans la quasi-totalité du pays semble disproportionnée pour de nombreux acteurs de la coopération internationale. Ne serait-il pas possible de demander, collectivement, un allègement de cette classification du Niger ? L'objectif étant de revenir à la classification précédente pour améliorer le travail collectif et l'accès aux financements. Cette demande, sous forme de courrier conjoint adressé au MEAE, pourrait être appuyé par l'Ambassadeur du Niger et pourquoi pas de son homologue français au Niger.

Coopération décentralisée du Val-de-Marne : plus de 16 ans d'engagement sur des projets d'eau et assainissement, santé, culture, accès à l'éducation et appui à la décentralisation.

- De 2014 à 2020 à Zinder, stratégie d'hygiène et d'assainissement à Zinder avec le SIAAP et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie. Des centaines d'ouvrages d'assainissements ont été construits ainsi que des écoles.
- Aujourd'hui, travail sur les mares de Zinder. Le CD est en attente des résultats électoraux en France et au Niger pour poursuivre ce projet avec le maire actuel de la ville, très impliqué, Dr Bachir Sabo.

- **Stéphane Valli**, maire de Bonneville, président du groupe-pays Niger de Cités Unies France

Concernant le courrier conjoint : pourquoi pas, cela a déjà été fait dans le passé. Cette action pourrait également être coordonnée dans le cadre du Groupe Sahel.

Quid également de **rencontres franco-nigériennes** pour renouer les liens entre anciens et nouveaux élus ? Plus facile à mettre en place en France qu'au Niger, potentiellement à l'issue des différentes élections, soit par exemple à l'été 2021.

- **Jean-Louis Boy-Marcotte**, président de l'Association « Échanges avec Dogondoutchi-Niger », représentant de la ville d'Orsay

Côté Orsay-Dogondoutchi, une coopération eau potable et assainissement vient d'être terminée avec l'AESN, avec une suite possible en 2021-2022. Un autre dossier concernant le maraîchage a été retenu par l'AFD et est en cours d'instruction. Au même titre que M. Guillaume, la ville d'Orsay espère une réélection du maire sortant Samaïla Adamou, très dynamique dans la coopération y compris pour obtenir le soutien de l'État nigérien.

Salutations à Christophe Reilhac pour l'implication de l'Ambassade de France à Niamey dans le développement du sport à l'école : les équipes de football d'Orsay et de Dogondoutchi sont désormais associées.

Reste à l'écoute des CT ayant de l'expérience avec les financements européens.

➤ **Alain Roch**, Président association Juvisy-Tillabéri

L'ensemble des activités de coopération décentralisée avec Tillabéri a été délégué à l'association. En décembre 2019, une délégation s'est rendue à Tillabéri lors de la fête nationale et a pu renouer des contacts importants, définissant deux axes prioritaires : la jeunesse et l'enseignement. Malheureusement, la crise sanitaire et les importantes inondations ont durement affecté la coopération et la maison de l'amitié construite par le partenariat.

Avec le MEAE et le CD de l'Essonne : démarrage d'un projet d'analyse des questions d'eau et assainissement.

➤ **Alain Barrier**, Bourgogne France Comté International

BFCI a mis au point avec l'ensemble de ses partenaires (dont 5 collectivités territoriales) un « Copra Niger » ; soit coopérer pour réussir l'avenir. Démarré il y a deux ans, le projet est une dynamique commune d'intervention sur les territoires, articulé autour de deux volets : un dédié à l'éducation et la formation professionnelle et l'autre consacré à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

4. Caravane de la coopération décentralisée (Ambassade de France au Niger)

➤ **Christophe Reilhac**, Conseiller adjoint de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France au Niger

L'action de l'Ambassade a évolué depuis le dispositif ANIYA en 2014 et les assises de Poitiers. La piste d'une caravane avait alors été identifiée, avec pour idée de renforcer la coopération décentralisée et la valorisation culturelle entre la France et le Niger.

La caravane et ses étapes en 2020

- Septembre : Niamey
- Octobre : Maradi
- Novembre : Zinder – Matameye
- Décembre : Agadez

De nombreux acteurs sont mobilisés à tous les niveaux : SCAC, AMN, ARENI, représentants de coopération français et nigériens, associations, CCFN de Niamey et Zinder, Alliances de Maradi et Agadez, CLAC de l'OIIF, Ministère de l'intérieur, médias régionaux (TV Sahel) etc.

Actions : 10 ans de la coopération décentralisée entre Cesson-Sévigné (Bretagne) et Dankassari (Dosso) ; FSPI Olympiades de la Jeunesse du Niger ; valorisation des productions culturelles (films, livres, expos photos, jeux, langa) ; visites ; conférences ; concerts...

Perspectives pour 2021 : poursuivre la caravane (exposition, vidéos, spectacles) à Dogondoutchi et Dankassari, à Dosso (?), enrichir la caravane avec d'autres coopérations décentralisées (Tahoua,

Tillabéry, Diffa ?) et sensibiliser les prochains élus territoriaux à la coopération décentralisée.

5. Point d'étape du projet de soutien à la redynamisation de la coopération décentralisée CUF/A-APL-G5 Sahel, volet Niger

- **Aboubacar Sangare**, responsable de l'antenne de Cités Unies France au Sahel

Le soutien à la redynamisation de la coopération décentralisée porté par CUF a 3 volets et s'inscrit au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Actuellement, la proposition de mise à l'échelle de projet au Niger porte sur la mise en sécurité alimentaire à travers l'utilisation de sous-produits de latrines ECOSAN dans la commune de Téra.

6. Synthèse et clôture

- **Lucas Giboin**, chargé de mission Sahel, service animation géographique et thématique de Cités Unies France et **Stéphane Valli**, maire de Bonneville et président du groupe-pays Niger de Cités Unies France

Remerciements à tous et à toutes pour votre participation. Une prochaine réunion en présentiel serait la bienvenue si les conditions le permettent.

- **SEM. Ado ELHADJI ABOU**, Ambassadeur du Niger

Malgré le contexte difficile de Covid, heureux de cet échange en visioconférence qui permet de rendre compte de l'évolution de la coopération décentralisée entre la France et le Niger, en espérant qu'à l'issue des élections respectives des deux pays, les élus se rencontrent à nouveau (été 2021 ?).

Pour continuer à coopérer ensemble, rappelons l'importance d'évaluer et réévaluer le niveau de sécurité des zones. L'Ambassade du Niger à Paris reste disponible et disposée à vous accompagner dans vos démarches et vos coopérations.